



Pour pallier cette situation préoccupante, deux programmes viennent d'être adoptés par le gouvernement afin de limiter les effets négatifs et aider les populations à être résilients face aux chocs qui profilent à l'horizon.

Les agriculteurs traversent des moments difficiles depuis quelques mois. Avec la flambée des prix des engrais et autres produits agricoles, la récolte ne va pas être à la hauteur des attentes, se plaint Antoinette Onana. Rendue au marché central pour s'offrir des insecticides et de l'engrais pour ses travaux champêtres, elle rentre bredouille. Les prix ne sont pas à sa portée. « Je préfère rester tranquille et attendre ce que mes champs vont me donner. Les prix sont énormes. Je n'ai pas les moyens conséquents pour m'offrir tous ces produits », pleure l'agricultrice.

Des plaintes s'amoncellent et les députés portent la voix à l'Assemblée nationale. L'honorable Toukam Tela Angèle épouse Sandio, du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), a présenté les difficultés du secteur lors des questions orales à l'hémicycle vendredi dernier. Il en ressort que le prix des engrais a connu une hausse sur le marché international à cause de la flambée des prix du gaz en Europe. La crise russo-ukrainienne est venue aggraver la situation au grand dam des agriculteurs.

A date, le marché des engrais représente 200 mille tonnes au Cameroun ; soit 150 mille tonnes

pour les agro industries (Sodecoton, Cdc, Sosucam, Socapalm...) et 50 mille tonnes pour les petits agriculteurs, a indiqué le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe. Une évaluation de la situation alimentaire réalisée au cours des mois de mars et avril 2022 a montré que : « 2 millions 800 000 personnes sont en situation de crise alimentaire. Environ 6 millions de personnes sont sous pression c'est-à-dire des personnes susceptibles de passer en situation de crise ».

Une étude réalisée par la Banque africaine de développement (Bad) révèle que si la production agricole en Afrique n'augmente pas de 30% dans les 3 années à venir, nous nous acheminons droit vers une crise alimentaire à l'horizon 2024-2025. Le contexte n'est pas reluisant. Pour minimiser les effets ravageurs de la crise à venir, le gouvernement a mis en place deux programmes à savoir : Facilité africaine de production alimentaire d'urgence avec l'aide de la Bad et le projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire.

Ils sont évalués respectivement à 41 et 52 milliards de Fcfa. A travers ces programmes, le gouvernement voudrait subventionner les engrais, aider les populations à mettre en place des activités pour faire face à la résilience. Le second projet est réservé aux régions du Sud-ouest, du Nord-ouest et de l'Extrême-Nord. « Notre agriculture dépend à 80% des petits producteurs. Avec l'explosion démographique, les villes sont de plus en plus peuplées et la demande en aliments va crescendo.

L'agriculture familiale ne peut plus alimenter tout ce monde. Des projets sont en cours afin d'encourager une production plus large des aliments », a indiqué le ministre de l'Agriculture et du Développement rural. L'Etat va encourager la production semencière locale. Plusieurs spéculations sont dans le viseur parmi lesquelles : riz, sorgho, maïs, blé, huile de palme, maraicher... Des structures de conservation et de transformation des produits vont être mises en place pour réduire les pertes.

Le Jour
